

SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Décret n° 77-1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu l'article 37 de la Constitution ;

Vu la loi n° 51-662 du 24 mai 1951 relative à la sécurité dans les établissements de natation ;

Vu la loi n° 63-607 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, notamment ses articles 7 et 24 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont abrogés, dans l'article 1^{er} de la loi susvisée du 24 mai 1951, les mots : « de maître sauveteur ».

Art. 2. — La surveillance des baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et réglementairement autorisées doit être assurée par du personnel titulaire d'un diplôme dont les modalités de délivrance sont définies par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé des sports.

Art. 3. — La surveillance des baignades et des établissements de natation d'accès payant doit être assurée pendant les heures d'ouverture au public par du personnel titulaire du diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur.

Un arrêté du ministre chargé des sports déterminera les modalités de délivrance du diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur institué par le présent décret et fixera les limites et les conditions d'équivalence entre ledit diplôme et le diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur créé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 1951 pris en application de la loi susvisée du 24 mai 1951.

Art. 4. — La possession du diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur est exigée pour donner des leçons de natation contre rétribution.

Art. 5. — Il est créé une commission consultative des activités de natation. Elle peut être consultée par le ministre chargé des sports sur les questions techniques, pédagogiques, administratives et de sécurité se rapportant aux activités de natation.

La composition et le fonctionnement de cette commission sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 6. — En application de l'article 24 de la loi susvisée du 29 octobre 1975, la date d'abrogation des articles 2, 3 et 6 de la loi susvisée du 24 mai 1951 est fixée au 1^{er} novembre 1977.

Art. 7. — Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet au 1^{er} novembre 1977 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTIAN BONNET.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
PAUL DISOUD.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1977-1978

I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 25 octobre 1977.

A neuf heures trente. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). (Rapport n° 3131 de M. Maurice Papon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.)

Coopération :

(Annexe n° 8. — M. Voisin, rapporteur spécial ; avis n° 3149, tome III, de M. Frédéric-Dupont, au nom de la commission des affaires étrangères.)

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération :

(Annexe n° 43. — M. Madrelle, rapporteur spécial.)

Justice et article 79 :

Justice :

(Annexe n° 30. — M. Sprauer, rapporteur spécial ; avis n° 3151, tome I, de M. Gerbet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Condition pénitentiaire :

(Annexe n° 31. — M. Benoist, rapporteur spécial.)

A seize heures. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente. — 3^e SÉANCE PUBLIQUE

1. Fixation de l'ordre du jour.
2. Suite de l'ordre du jour de la première séance.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée pour le mardi 25 octobre 1977, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence.

II. — DEBAT PREPARATOIRE A L'EXAMEN EN SEANCE PUBLIQUE DES CREDITS BUDGETAIRES

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, conformément à la décision de la conférence des présidents relative aux modalités de discussion des projets de loi de finances, tiendra une séance ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale le jeudi 27 octobre 1977, à dix heures (salle n° 2213) :

Débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits du ministère de l'intérieur pour 1978 : présentation du budget et réponses de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, aux questions qui lui seront posées par les députés.

III. — COMMISSIONS

Convocation de commissions.

La commission des finances, de l'économie générale et du Plan se réunira le mercredi 26 octobre 1977, à onze heures (salle de la commission) :

Examen, en application de l'article 88 du règlement, d'amendements déposés en séance publique au projet de loi de finances pour 1978 (deuxième partie).